

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201864]

## 21 MARS 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au Conseil du Fonds de protection de la biodiversité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'article 58*nonies*, inséré par le décret-programme du 17 juillet 2018;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 janvier 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 janvier 2019;

Vu le rapport du 24 janvier 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 28 janvier 2019 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le Fonds : le Fonds de protection de la biodiversité institué par l'article 58*septies* de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

2° le Conseil : le Conseil du Fonds visé à l'article 58*nonies* de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature;

3° le Ministre : le Ministre de la Nature;

4° la DGO3 : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie.

**Art. 2.** Le Conseil est institué auprès de la DGO3.

**Art. 3.** Conformément à l'article 58*decies* de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Conseil se compose des membres suivants :

1° l'inspecteur général du Département de la Nature et des Forêts de la DGO3 ou son délégué;

2° un membre du Corps interfédéral de l'Inspection des finances accrédité auprès du Gouvernement wallon;

3° le directeur de la Direction de la Nature et des Espaces Verts du Département de la Nature et des Forêts de la DGO3 ou son délégué;

4° un agent de la Direction de la Nature et des Espaces Verts du Département de la Nature et des Forêts de la DGO3 ou son suppléant;

5° le directeur de la Direction de la Nature et de l'Eau du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole de la DGO3 ou son délégué;

6° deux représentants du pôle « Ruralité », section « Nature » ou leurs suppléants.

Le Conseil est présidé par le membre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, ou, en son absence, par son suppléant.

**Art. 4.** Le Ministre désigne les membres visés à l'article 3, ainsi que, pour chacun, un suppléant qui peut le remplacer en son absence.

**Art. 5.** Le Conseil remet au Ministre, à sa demande ou d'initiative, son avis sur les modalités de gestion du Fonds, y compris sur :

1° les recettes du Fonds;

2° l'affectation des recettes du Fonds et, en particulier, la planification et la programmation dans le temps et dans l'espace, la conception, la mise en œuvre, le financement, l'efficacité et l'efficience, le suivi et le contrôle :

a) des projets de compensation financés par le Fonds;

b) des projets d'amélioration ou de restauration d'habitats et de milieux propices à la biodiversité financés par le Fonds;

c) des projets de recherche financés par le Fonds;

d) d'autres projets déterminés par le Gouvernement comme impactant la biodiversité;

e) des indemnités, des subventions ou des prestations, en ce compris les coûts de personnel, de fonctionnement, d'investissement et autres frais liés à des actions ou missions décidées dans le cadre du Fonds et exécutées par du personnel spécifique ou des tiers;

3° la comptabilité du Fonds;

4° les garanties financières à exiger des tiers chargés de réaliser les projets visés au 2°, a);

5° toute autre question en lien avec sa mission.

Le Ministre peut déterminer les personnes ou institutions auxquelles l'avis est communiqué, y compris les propriétaires et occupants des parcelles concernées le cas échéant.

**Art. 6.** Pour mener à bien ses missions, le Conseil est informé au moins deux fois par an par la DGO3 de la situation comptable des recettes et des dépenses du Fonds.

Le Conseil peut consulter ou inviter toute personne, collectivité, administration, institution ou organisation qu'il juge utile pour accomplir sa mission. Il peut créer des groupes de travail en son sein.

**Art. 7.** Le Conseil rédige pour le 30 septembre de chaque année un rapport reprenant l'inventaire des sources de financement du Fonds, l'affectation et les modalités de réalisation de l'année qui précède et le transmet à cette date au ministre et au Président du Parlement, conformément à l'article 58*nonies*, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature.

Le rapport annuel visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ainsi que les avis du Conseil sont publiés concomitamment sur le site internet de la DGO3.

**Art. 8.** Le Conseil se réunit sur convocation de son président ou du ministre au moins deux fois par an.

Le Conseil établit un règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Ministre.

Conformément à l'article 58*undecies*, alinéa 3, de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, le Conseil émet valablement un avis uniquement si la moitié de ses membres au moins est présente. Si le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois, au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Si le quorum n'est à nouveau pas atteint lors de cette séance, le Conseil siège valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

Le Conseil peut également, par le biais de son règlement d'ordre intérieur, mettre en place une procédure de délibération par voie électronique en cas d'absence de quorum à la première réunion, en cas d'urgence ou dans des circonstances spécialement motivées.

Les avis sont rendus au consensus. A défaut de consensus, ils sont rendus à la majorité simple des votes valablement exprimés. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

**Art. 9.** Les membres du Conseil et les personnes invitées ont droit au remboursement de leurs frais de parcours, conformément aux règles applicables aux fonctionnaires généraux de la Région wallonne.

**Art. 10.** Le Ministre de la Nature est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,  
R. COLLIN

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/201864]

#### 21. MÄRZ 2019 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Beirat des Fonds für den Schutz der Biodiversität

Die Wallonische Regierung

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, Artikel 58*nonies*, eingefügt durch das Programmdekret vom 17. Juli 2018;

Aufgrund der am 4. Januar 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 24. Januar 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 24. Januar 2019, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 28. Januar 2019 an den Staatsrat gerichteten Antrags auf Abgabe eines Gutachtens innerhalb einer Frist von 30 Tagen, in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der fehlenden Mitteilung dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Natur;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1 -** Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Fonds: der Fonds für den Schutz der Biodiversität, eingerichtet durch Artikel 58*septies* des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

2° Beirat: der Beirat des Fonds gemäß Artikel 58*nonies* des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur;

3° Minister: der Minister für Natur;

4° OGD3: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

**Art. 2 -** Der Beirat wird innerhalb der OGD3 eingerichtet.

**Art. 3 -** Gemäß Artikel 58*decies* des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur setzt sich der Beirat wie folgt zusammen:

1° der Generalinspektor der Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 oder sein Beauftragter;

2° ein Mitglied des Interföderalen Kollegiums der Finanzinspektion, das bei der Wallonischen Regierung akkreditiert ist;

3° der Direktor der Direktion der Natur und der Grünflächen der Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 oder sein Beauftragter;

4° ein Bediensteter der Direktion der Natur und der Grünflächen der Abteilung Natur und Forstwesen der OGD3 oder sein Stellvertreter;

5° der Direktor der Direktion der Natur und des Wasserwesens der Abteilung Studie des Natur- und Agrarbereichs der OGD3 oder sein Beauftragter;

6° zwei Vertreter des Pools "Ländliche Angelegenheiten" Abteilung "Natur" oder ihre Stellvertreter.

Den Vorsitz im Beirat führt das in Absatz 1 Ziffer 1 genannte Mitglied oder, in dessen Abwesenheit, sein Stellvertreter.

**Art. 4 -** Der Minister bezeichnet die in Artikel 3 genannten Mitglieder und für jedes Mitglied einen Stellvertreter, der es in seiner Abwesenheit ersetzen kann.

**Art. 5 -** Der Beirat übermittelt dem Minister auf dessen Ersuchen oder von sich aus seine Stellungnahme zu den Modalitäten für die Verwaltung des Fonds, einschließlich der folgenden:

1° die Einnahmen des Fonds;

2° die Zuweisung der Einnahmen des Fonds und insbesondere die zeitliche und räumliche Planung und die Programmierung, Konzeption, Durchführung, Finanzierung, Wirksamkeit und Effizienz sowie Überwachung und Kontrolle:

- a) der über den Fonds finanzierten Ausgleichsprojekte;
- b) der über den Fonds finanzierten Projekte zur Verbesserung oder Wiederherstellung von biodiversitätsfördernden Lebensräumen und Standorten;
- c) der über den Fonds finanzierten Forschungsprojekte;
- d) sonstiger Projekte, die von der Regierung als die Biodiversität beeinträchtigend bestimmt werden;
- e) der Entschädigungen, Zuschüsse oder Leistungen, einschließlich Personal-, Betriebs-, Investitions- oder sonstige Kosten in Zusammenhang mit Aktionen oder Aufgaben, die im Rahmen des Fonds beschlossen werden, und von spezifischem Fachpersonal oder Drittpersonen ausgeführt werden;

3° die Buchführung des Fonds;

4° die finanziellen Garantien, die von Dritten verlangt werden, die für die Durchführung der unter Ziffer 2 Buchstabe a) genannten Projekte verantwortlich sind.

5° jede andere Frage im Zusammenhang mit seinem Auftrag.

Der Minister kann die Personen oder Einrichtungen bestimmen, denen diese Stellungnahme übermittelt wird, einschließlich der Eigentümer und Inhaber der betreffenden Parzellen, falls vorhanden.

**Art. 6** - Zur Erfüllung seines Auftrags wird der Beirat mindestens zweimal jährlich von der OGD3 über den Stand der Rechnungsführung der Einnahmen und Ausgaben des Fonds informiert.

Der Beirat kann jede Person, gemeinschaftliche Einrichtung, Verwaltung, Einrichtung oder Organisation konsultieren oder einladen, die er für die Erfüllung seines Auftrags für nützlich hält. Er kann interne Arbeitsgruppen einrichten.

**Art. 7** - Der Beirat erstellt bis zum 30. September jeden Jahres einen Bericht, in dem das Verzeichnis der Finanzierungsquellen, der Verwendungszweck und die Durchführungsmodalitäten für das Vorjahr angegeben werden und leitet ihn zeitgleich gemäß Artikel 58*nonies* Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur an den Minister und den Präsidenten des Parlaments weiter.

Der in Absatz 1 genannte Jahresbericht und die Stellungnahmen des Beirates werden gleichzeitig auf der OGD3-Website veröffentlicht.

**Art. 8** - Der Beirat tagt auf Einladung seines Vorsitzenden oder des Ministers mindestens zweimal jährlich.

Der Beirat legt eine allgemeine Dienstordnung fest und legt sie dem Minister zur Zustimmung vor.

Gemäß Artikel 58*undecies* Absatz 3 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur gibt der Beirat eine gültige Stellungnahme nur ab, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist. Ist die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl nicht erreicht, werden die Mitglieder spätestens innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Sitzung, erneut einberufen. Ist die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl in dieser Sitzung wieder nicht erreicht, tritt der Beirat unabhängig von der Zahl der anwesenden Mitglieder gültig zusammen.

Der Beirat kann ebenfalls im Rahmen seiner allgemeinen Dienstordnung ein Verfahren zur elektronischen Beratung in Fällen, in denen die zur Beschlussfähigkeit erforderliche Mindestzahl in der ersten Sitzung nicht erreicht ist, in dringenden Fällen oder in besonders begründeten Fällen einführen.

Die Stellungnahmen erfolgen im Konsens. Kann kein Konsens erreicht werden, so werden die Stellungnahmen mit der einfachen Mehrheit der gültigen Stimmen abgegeben. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

**Art. 9** - Die Mitglieder des Beirates und die eingeladenen Personen haben ein Anrecht auf die Rückerstattung ihrer Fahrtkosten nach Maßgabe der auf die Generalbeamten der Wallonischen Region anwendbaren Bestimmungen.

**Art. 10** - Der Minister für Natur wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. März 2019

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201864]

**21 MAART 2019. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de Raad van het Fonds voor de bescherming van biodiversiteit**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, artikel 58*nonies*, ingevoegd bij het programmadecreet van 17 juli 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 januari 2019;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 januari 2019;

Gelet op het rapport van 24 januari 2019 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 28 januari 2019 overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Natuur;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Fonds : het Fonds voor de bescherming van biodiversiteit ingesteld bij artikel 58*septies* van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

2° Raad : de Raad van het Fonds bedoeld in artikel 58*nonies* van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud;

3° de Minister: de Minister van Natuur;

4° DGO3 : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 2.** De Raad wordt ingesteld bij DGO3.

**Art. 3.** Overeenkomstig artikel 58*decies* van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, bestaat de Raad uit de volgende leden :

1° de inspecteur-generaal van het Departement Natuur en Bossen van DGO3 of diens afgevaardigde;

2° een lid van het interfederaal corps van de Inspectie van Financiën geaccrediteerd bij de Waalse Regering;

3° de directeur van de Directie Natuur en Groengebieden van het Departement Natuur en Bossen van het DGO3 of diens afgevaardigde;

4° de personeelslid van de Directie Natuur en Groengebieden van het Departement Natuur en Bossen van DGO3 of diens plaatsvervangende;

5° de directeur van de Directie Natuur en Water van het Departement Onderzoek van het Natuurlijk en Landbouwmilieu van DGO3 of diens afgevaardigde;

6° twee vertegenwoordigers van de beleidsgroep Landelijke Aangelegenheden, afdeling Natuur of hun plaatsvervaardigers.

De Raad wordt voorgezeten door het lid bedoeld in het eerste lid, 1°, of, bij diens afwezigheid, door zijn plaatsvervanger.

**Art. 4.** De Minister wijst de leden bedoeld in artikel 3 aan, alsook, voor elk van hen, een plaatsvervanger die hun plaats kan innemen in geval van afwezigheid.

**Art. 5.** De Raad brengt de Minister, op diens aanvraag of op eigen initiatief, zijn advies uit betreffende de beheersmodaliteiten van het Fonds, met inbegrip van :

1° de ontvangsten van het Fonds;

2° de toewijzing van de ontvangsten van het Fonds en, in het bijzonder, de planning en de programmering in tijd en ruimte, het ontwerp, de uitvoering, de financiering, de doeltreffendheid en de doelmatigheid, de opvolging en de controle :  
door het Fonds gefinancierde compensatieprojecten;

b) door het Fonds gefinancierde projecten voor de verbetering of het herstel van habitats of milieus geschikt voor biodiversiteit;

c) door het Fonds gefinancierde onderzoeksprojecten;

d) andere projecten waarvoor de Regering heeft vastgesteld dat ze een impact hebben op de biodiversiteit;

e) vergoedingen, toelagen of prestaties, met inbegrip van personeels-, werkings-, investeringskosten en andere kosten gebonden aan acties of opdrachten besloten in het kader van het Fonds en uitgevoerd door specifieke personeelsleden of derden;

3° de boekhouding van het Fonds;

4° de financiële garanties die moeten worden geëist van derden belast met de uitvoering van de onder punt 2°, a), bedoelde projecten;

5° elke andere vraag in verband met zijn opdracht.

De Minister kan bepalen aan welke personen of instellingen het advies wordt meegedeeld, met inbegrip van de eigenaars en gebruikers van de betrokken percelen in voorkomend geval.

**Art. 6.** Om zijn opdrachten tot een goed einde te brengen, wordt de Raad minstens twee keer per jaar door DGO3 inlicht over de boekhoudkundige toestand van de ontvangsten en uitgaven van het Fonds.

De Raad kan elke persoon, gemeenschap, bestuur, instelling of organisatie die hij bij de uitvoering van zijn opdracht nuttig acht, raadplegen of uitnodigen. Hij kan werkgroepen in eigen kring oprichten.

**Art. 7.** Uiterlijk op 30 september van elk jaar stelt de Raad een verslag op met een inventaris van de financieringsbronnen van het Fonds, de toewijzing en de wijze van uitvoering van het voorgaande jaar en maakt hij dit verslag op die datum over aan de Minister en de Voorzitter van het Parlement, overeenkomstig artikel 58*nonies*, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud.

Het jaarlijks verslag bedoeld in het eerste lid alsook de adviezen van de Raad worden gelijktijdig bekendgemaakt op de website van DGO3.

**Art. 8.** De Raad komt minstens twee keer per jaar bijeen na oproeping door zijn voorzitter of van de Minister.

De Raad maakt een huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister.

Overeenkomstig artikel 58*undecies*, derde lid, van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, adviseert de Raad geldig enkel wanneer minstens de helft van de leden aanwezig is. Indien het quorum niet wordt bereikt, worden de leden opnieuw opgeroepen uiterlijk binnen de volgende vijftien dagen. Als het quorum weer niet wordt bereikt tijdens die zitting, heeft de Raad zitting op geldige wijze, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De Raad kan ook, via zijn huishoudelijk reglement, een procedure voor beraadslaging langs elektronische weg instellen in geval van gebrek aan quorum op de eerste vergadering, in dringende gevallen of in bijzonder gerechtvaardigde omstandigheden.

De adviezen worden bij consensus uitgebracht. Bij gebrek aan consensus, geschiedt de adviesverlening bij gewone meerderheid van de geldig uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

**Art. 9.** De leden van de Raad en de uitgenodigde personen hebben recht op de terugbetaling van hun reiskosten, overeenkomstig de regels van toepassing op de ambtenaren-generaal van het Waalse Gewest.

**Art. 10.** De Minister van Natuur is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN